

VIOLENCE ET RÉSILIENCE AU SÉNÉGAL : UNE APPROCHE INTERGÉNÉRATIONNELLE ET FRACTALE DES PERCEPTIONS ET VÉCUS

Babaly SALL;

;

© 2020, BABALY SALL



This work is licensed under the Creative Commons Attribution License (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), which permits unrestricted use, distribution, and reproduction, provided the original work is properly credited.

IDRC Grant: 108394-001-Youth and strategies for resilience to violence and criminality in West Africa

Revue RAMReS/S.J.P.



Revue Africaine et Malgache de Recherches Scientifiques

SEMESTRIELLE DE PUBLICATION EN SCIENCES JURIDIQUES ET
POLITIQUES DE LA CONFÉRENCE DES RECTEURS DES UNIVERSITÉS
FRANCOPHONES D'AFRIQUE ET DE L'OCEAN INDIEN

SCIENCES JURIDIQUES ET POLITIQUES

ISSN: 2630-113 X

N° 1

Janvier 2020

**VIOLENCE ET RESILIENCE AU SENEGAL : UNE APPROCHE
INTERGENERATIONNELLE ET FRACTALE DES PERCEPTIONS ET VECUS**

Par
Babaly SALL
Maître de conférences
Université Gaston Berger, Saint-Louis (Sénégal)

Revue RAMReS/S.J.P.



Revue Africaine et Malgache de Recherches Scientifiques

SEMESTRIELLE DE PUBLICATION EN SCIENCES JURIDIQUES ET
POLITIQUES DE LA CONFÉRENCE DES RECTEURS DES UNIVERSITÉS
FRANCOPHONES D'AFRIQUE ET DE L'OCEAN INDIEN

SCIENCES JURIDIQUES ET POLITIQUES

ISSN: 2630-113 X

N° 1

Janvier 2020

CONFÉRENCE DES RECTEURS DES UNIVERSITÉS FRANCOPHONES
D'AFRIQUE ET DE L'OCEAN INDIEN

COMITÉ SCIENTIFIQUE DE LA REVUE CAMES/SJP

Droit public : Pr. Koffi AHADZI (Président), Alexis ESSONO OVONO, Eloi DIARRA, Joël AIVO, Abraham GADJI, Abdoulaye SOMA, Narey OUMAROU, Ibrahima LY, Saidou Nourou TALL, Brusil Miranda METOU.

Droit privé : Michel SAWADOGO, Ndiaw DIOUF, Christine CHAPPUIS, Pierre Etienne KENFACK, Aboudramane OUATTARA, Ndéye Coumba Madeleine NDIAYE, Yaya BODIAN, Jacques MESTRE, Talfi Idrissa BACHIR, Nanga SILUÉ.

Science politique : Nadine MACHIKOU, Alou Mahamane TIDIANI, Alioune Badara DIOP, Emmanuel Etienne MESSANH HLINVI, NDIAYE Papa Samba, Moise Yanou YCHINGANKONG.

Comité de rédaction de la Revue du CAMES/ SJP

Rédacteur en chef : Pr Yaya BODIAN (UCAD)

Assistant : Adama NDIAYE (UCAD)

SOMMAIRE

1. LA NOTION D'ACTE EN DROIT DES SOCIÉTÉS COMMERCIALES DE L'OHADA.....	1
Anatole Collinet MAKOSSO, Docteur en droit, Assistant à l'Université Marien NGOUABI	
2. VIOLENCE ET RESILIENCE AU SENEGAL : UNE APPROCHE INTERGENERATIONNELLE ET FRACTALE DES PERCEPTIONS ET VECUS.....	27
Babaly SALL, Maître de conférences, Université Gaston Berger, Saint-Louis, Sénégal	
3. LA PROTECTION DE LA FAMILLE DANS LE NOUVEAU CODE PENAL CAMEROUNAIS DE 2016.....	54
Jean Joss MILINGO ELLONG, Docteur en Droit, Chargé de cours à la FSJP, Université de Douala (Cameroun)	
4. LES MUTATIONS DANS LA FONCTION PUBLIQUE : REFLEXIONS SUR LA POSITION DES AGENTS PUBLICS "APPELÉS A D'AUTRES FONCTIONS" EN DROIT CAMEROUNAIS.....	99
Samuel Théophile BATOUM-BA-NGOUE, Chargé de cours de droit public, Faculté des Sciences Juridiques et Politiques, Université de Douala (Cameroun)	
5. REFLEXIONS GÉNÉRALES ET PRÉLIMINAIRES SUR UNE ÉVENTUELLE RÉFORME DU DROIT DU DIVORCE AU NIGER	119
Boubacar HASSANE, Docteur en Droit privé, Enseignant chercheur, FSJP-UAM Niamey-Niger	
6. L'ORGANISATION JURIDIQUE DU MARIAGE AU SENEGAL	155
Cheikh SENE, Docteur en Droit privé et Sciences Criminelles, Enseignant-chercheur à l'UFR ECOMIJ, Université Alioune DIOP de Bambey, (Sénégal)	
7. LA COUPURE D'INTERNET EN PÉRIODE DE TENSIONS POLITIQUES EN AFRIQUE : ANALYSE DU CONTRÔLE D'UN ESPACE PUBLIC EN TEMPS DE CRISE	183
Bruno MVE EBANG, Maître-Assistant en Science Politique, Université Omar Bongo de Libreville (Gabon)	
8. LE DÉVELOPPEMENT À LA LUMIÈRE DE LA PROFESSION EN GOUVERNEMENT : UNE ÉTUDE CRITIQUE DU CAS AMÉRICAIN	201
Mathieu ADJAGBE, (PhD, Ottawa), Université de Parakou.	
9. L'ETHNIE DANS LES CONSTITUTIONS DE TROISIÈME GÉNÉRATION DES ÉTATS DE L'AFRIQUE FRANCOPHONE	268
Vivien Romain MANANGOUE, Docteur en droit, Enseignant-chercheur, Université Marien Ngouabi.	
10. LA COMMANDE PUBLIQUE EN DROIT CAMEROUNAIS	300
Samuel Théophile BATOUM-BA-NGOUE, Chargé de Cours de Droit Public, Faculté des Sciences Juridiques et Politiques, Université de Douala (Cameroun).	
11. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DANS LA PRODUCTION DE LA LOI	319
Gandou Zakara, Enseignant-chercheur, FSJP, UAM- Niamey-Niger	

VIOLENCE ET RESILIENCE AU SENEGAL : UNE APPROCHE INTERGENERATIONNELLE ET FRACTALE DES PERCEPTIONS ET VECUS

Babaly SALL

Maître de conférences

Université Gaston Berger

Saint-Louis, Sénégal

Résumé

Aujourd'hui plus que jamais, le monde fait face à des défis qui menacent la sécurité, la stabilité ainsi que l'intégrité physique et morale des personnes. Les recherches sur les facteurs d'insécurité mettent généralement l'accent sur la violence et les mécanismes institutionnels de prévention de celle-ci ; sans pour autant permettre une compréhension solide des motivations profondes de ceux qui s'engagent dans la violence et la criminalité. L'exclusion des systèmes économiques et politiques est souvent avancée comme facteur de violence, alors que la plupart des personnes économiquement et politiquement vulnérables restent en dehors de ces circuits. Il s'agit là d'un paradoxe que cette étude se propose de corriger en pointant le curseur sur l'autre face de l'iceberg : la résilience. Partant donc du faible intérêt scientifique sur la résilience des jeunes face à la violence et à la criminalité en Afrique, cet article analyse la violence sous cet angle au Sénégal, en étant plus spécifique sur une approche fractale et intergénérationnelle. Dans cette perspective, plusieurs facteurs

susceptibles d'être corrélés à la résilience sont dénombrés. D'ordre divers, ils se rapportent tant aux individuels qu'aux familles, en passant par la communauté et/ou les groupes sociaux. Cette démarche aura permis d'identifier, in fine, deux types de résilience à la violence : la résilience primaire qui renvoie aux jeunes n'ayant jamais sombré dans la violence, même s'ils y ont été confrontés et la résilience secondaire mettant en scène des jeunes qui ont expérimenté la violence et/ou dont les trajectoires ont pu intégrer des situations de violence mais qui s'en sont sortis. Cette recherche présente ainsi les mécanismes et facteurs – tant individuels que collectifs – de résilience rencontrés au Sénégal et susceptibles d'être utilisés pour prévenir la violence.

Mots clefs : Résilience, violence, génération, jeunes.

I. Introduction

La violence renvoie aux différentes sortes d'atteintes susceptibles d'être infligées à l'individu ou au groupe sous l'effet d'une action de contrainte soudaine ou graduelle destinée à peser sur le comportement de la cible avec des effets physiques, psychologiques, morales, matérielles. Le concept de violence est souvent associé à celui d'insécurité qui présente une double face, « objective », c'est-à-dire l'insécurité « réelle » et « subjective », c'est-à-dire le sentiment d'insécurité. Fort sensible au contexte et à l'évolution, il reste empreint d'un grand flou dans la littérature spécialisée (Harry van der Linden: 2012, Zizek : 2008, P. Bourdieu : 2000, par exemples.)

Le concept de jeunesse est défini dans la Charte de la jeunesse de l'Union africaine comme « toute personne âgée de 15 à 35 ans »¹. La notion s'avère donc plus large que celle des mineurs dont la fourchette d'âge se situe entre 15 et 17 ans.

Dans cette recherche, nous choisissons d'aborder cette étude sous un angle local qui est celui de l'urbain (et péri-urbain). Ce choix de l'urbain et du péri-urbain est d'autant plus pertinent qu'il est estimé qu'en 2030, 55% des africains seraient citadins, autrement dit, plus d'un africain sur deux

vivra dans une ville. Le choix porté sur les espaces urbains ou péri urbains se justifie par les profondes mutations et recompositions territoriales qui sont essentiellement le fruit d'une forte urbanisation. Celle-ci s'accompagne systématiquement de différentes formes de violences, dont la subtilité n'a d'égale que leur ampleur et auxquelles les Etats essayent de faire face avec plus ou moins de bonheur par la mise en place de politiques publiques destinées surtout aux jeunes. Cette démarche parcellaire révèle des limites liées au fait que l'urbanisation reflète aussi des inégalités qui sont perçues par certains analystes comme base de motivations profondes de l'engagement dans la violence.

I.1 Contexte

La lutte contre l'insécurité est l'un des enjeux majeurs de ce siècle. Le monde fait face, en effet, à plusieurs défis qui mettent en péril la sécurité, la stabilité ainsi que l'intégrité physique et morale des personnes. La quête de la paix suppose notamment de prévenir et de lutter contre tous les phénomènes qui pourraient la compromettre. La violence est dans ce cadre, l'objet de toutes les investigations et interventions. Plusieurs mesures ont été prises pour l'endiguer que ce soit au niveau

¹ Union africaine, *Charte africaine de la jeunesse*, préambule.

international, régional et national. Au Sénégal, la prévention et la lutte contre la violence est également une priorité de l'action gouvernementale avec l'adoption de plusieurs dispositifs de protection, de répression et même de prévention dont l'exemple le plus récent est la création d'une Agence d'Assistance à la Sécurité de Proximité dont la mission consiste à participer à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan national de Prévention et de Lutte contre la Délinquance, ainsi qu'à la mise en place de contrats locaux de sécurité, à préparer et promouvoir des études et réflexions relatives au développement des acteurs de la police de proximité et à assurer le recrutement, la formation et la mise à disposition d'Assistantes de Sécurité de Proximité.

Dans le domaine scientifique également la violence est l'objet de multiples questionnements, dont : Comment l'endiguer, quels en sont les causes, les conséquences, les manifestations, les caractéristiques, les voix et moyens de prévention et de lutte ? Pourtant malgré toutes ces mesures prises et les recherches menées, le pays est confronté à une certaine récurrence des cas de violence qui sont caractérisés par leurs diversités.

Les connaissances existantes ne permettent pas, par ailleurs, d'établir la compréhension solide des motivations profondes de ceux

qui s'engagent dans la violence et la criminalité alors que la plupart des personnes qui sont exclus des systèmes économiques et politiques restent en dehors de ces circuits. En effet, toutes les questions tournent généralement autour de la violence. Les recherches sont axées sur ses contours et un aspect, une dimension est souvent élaguée : la résilience. Or, des recherches menées en Amérique Latine et aux Caraïbes ont insisté sur le fait que la réduction des facteurs de risques et le renforcement de la résilience des jeunes sont indispensables à la prévention de la violence chez les jeunes et à la promotion du développement humain ; le tout dans un contexte de forte demande sociale en termes de gouvernance, de réduction du chômage et des inégalités. Le contexte aujourd'hui est celui d'un environnement caractérisé par la destruction du cadre de vie, la réduction des espaces de loisirs ainsi que celui d'un contrôle social pesant marqué aussi par la hausse du taux de la scolarisation, de la démographie et le développement des technologies disruptives et de la culture digitale.

En Afrique, la série d'enquêtes d'Afrobaromètre montre que pour la période 2000-2017, 86,7% des africains n'ont pas vécu d'agressions physiques. Le taux est de 93,2% au Sénégal. Les taux de prévalence les plus élevés sont notés dans les pays anglophones. Il s'agit aussi des pays dont les

PIB sont les plus élevés comme. A s'en tenir à ces chiffres se rapportant à une seule forme de violence, on serait tenté de minimiser le phénomène de l'insécurité dans l'espace francophone comparativement aux zones anglophones, avec des pays comme le Nigéria, l'Afrique du Sud, où les taux de prévalence s'avèrent plus élevés². De manière spécifique, les données et informations disponibles aujourd'hui sur la violence préoccupent au plus haut point dans la mesure où elles indiquent une menace sur l'existence même des Etats. Elles suscitent dès lors plusieurs interrogations de nature diverse allant du spectre de la violence, à la résilience dont les jeunes africains peuvent faire montre en face du phénomène, en passant par ses déterminants.

D'où l'intérêt de chercher à combler ces lacunes, particulièrement en Afrique de l'Ouest, en réfléchissant à la question de savoir pourquoi et comment certains jeunes confrontés aux exclusions sombrent dans la violence et dans la criminalité, alors que d'autres parviennent à y résister ? Par ailleurs quels sont les facteurs de risques et les facteurs de protection et d'adaptation – à la fois individuels, collectifs et environnementaux – contre l'engagement

de ces jeunes dans la violence et la criminalité ?

I.2 Problématique

La violence est une thématique très présente dans les recherches africanistes. Tout un champ conceptuel et théorique s'établit autour de cette question. L'histoire récente du continent explique l'omniprésence de la violence dans les recherches au sein des sociétés africaines. En effet, "Les violences ont fortement érodé les valeurs culturelles qui sous-tendaient l'harmonie et la cohésion des sociétés." Les facteurs identifiés pour expliquer la violence sont multiples. Parmi eux, l'âge constitue un facteur de violence. Il s'agit plus généralement de la jeunesse qui est largement abordée par la littérature comme reliée à la violence (Bourdieu, 1980). La participation des jeunes à la violence en Afrique est diversement abordée par la littérature :

- 1) les jeunes « forcés » ; ce modèle dénie toute autonomie des jeunes qui sont considérés comme passifs dans leurs engagements dans la violence ;
- 2) « les jeunes révolutionnaires », perspective qui reconnaît une certaine autonomie des jeunes et situe la violence dans un contexte d'État faible ;

² Voir les données des round 1 à 7, in <http://www.afrobarometer.org>, à la rubrique données.

- 3) la « jeunesse délinquante » sous laquelle la jeunesse est perçue comme étant dépourvue d'opportunités économiques, se voyant ainsi obligée d'exploiter les turbulences sociales pour s'exprimer ; et enfin
- 4) la « jeunesse clientéliste » qui montre comment les structures institutionnalisées conditionnent l'engagement des jeunes dans la violence et la criminalité.

Cette catégorisation de Peralva (1998) intègre différents aspects comme l'anomie, la gouvernance, la déviance et la politique.

Les facteurs socioéconomiques sont majoritairement considérés comme étant les vecteurs de la violence. En effet, les cultures sont sources de violence. Elles génèrent par la linguistique, les pratiques des éléments de violence. La sous culture de groupe et leurs réponses aux problèmes de gouvernance sont aussi abordées comme une source de violence de nature collective. Les mouvements sociaux (Niang, CSAO/OCDE 2006) utilisent la violence comme mécanismes de réponse à la mal gouvernance. Ces réponses ont évolué certes mais s'hybrident entre les pratiques classiques (comme l'occupation de l'espace public) et nouvelles (comme la cybercitoyenneté). Cette dernière génère aussi des formes de violences symboliques

ayant des effets sur la réputation et sur l'opinion publique.

Quant aux aspects économiques, ils recouvrent généralement la pauvreté qui est tenu dans plusieurs recherches pour un facteur de violence. Selon Cusson et alliés, plus l'indice de Gini est grand dans une communauté, plus la violence s'accroît : en effet le rapport 2017 (Cusson, Nabi Youla et Boah Yéboueh, 2017) établit que les inégalités socio économiques constituent un important facteur de production de violence.

Un autre rapport tout aussi récent issu des enquêtes communautaires sur la cartographie de la violence au Sénégal montre que la rupture du dialogue intergénérationnel constitue un facteur de la violence (ESEA, ASP 2017). Les causes évoquées sont le système scolaire et les technologies digitales. Ils sont à la base d'une rupture sur les représentations sociales, l'éducation et la communication au sein de l'espace familial.

Au total, la littérature révèle que face à ces facteurs de violence, les réponses s'avèrent bien modestes en procédant plus par une mise en relation des cadres formels de prévention et de lutte contre la violence pour pouvoir bâtir un espace sécurisé. Les pratiques sécuritaires sont donc majoritairement abordées sous l'angle institutionnel. Pourtant, les communautés et

leurs composantes peuvent être des acteurs dans la construction de la sécurité. L'intérêt scientifique pour cette relation est faible. Elle porte davantage sur la vulnérabilité. Or, la résilience occupe une place de plus en plus importante dans les recherches en sciences sociales. Partant du faible intérêt scientifique sur la résilience des jeunes face à la violence et à la criminalité en Afrique, une étude menée par le CERADD avec l'appui technique et financier du CRDI, analyse la violence sous cet angle au Sénégal et au Burkina Faso. Cet article s'inscrit dans cette perspective en étant plus spécifique par une approche à la fois intergénérationnelle et fractale de la violence et de la résilience à la violence, en partant du cas du Sénégal.

1.3 Cadre théorique et conceptuel

Les recherches sur la résilience s'appliquent à plusieurs domaines de la réalité comme le scolaire ou l'écologique. L'intérêt porté au concept de résilience en sciences sociales est récent. Il y a surtout celui de vulnérabilité qui est défini pour « un individu ou un groupe d'individus susceptibles d'être plus exposé qu'un autre à un mal et moins capable de s'en protéger en raison de sa nature ou de facteurs contextuels ou structurels (Nussbaum ; 2012). Appréhendée sous cet angle, la question de la violence offre plus de perspectives à la littérature.

L'intégration de la résilience en sciences sociales procède d'une tradition de recherche anglo-saxonne. A ce propos, deux grandes tendances se distinguent. La première l'assimile à un processus dynamique (Delage, 2004, De Tychey, 2001, Anaut, 2002). Dans cette perspective, la résilience désigne la capacité de faire face à l'adversité. Pour la deuxième la résilience est un processus résultant forcément d'une adversité ou d'un traumatisme antérieur. Le concept de résilience, (Wieland, A. & Wallenburg, C.M. : 2013) est entendu dans cette recherche comme un processus dynamique impliquant l'adaptation positive dans le cadre d'une adversité significative. Il désigne aussi la capacité d'une personne ou d'un groupe à se développer, à continuer à se projeter dans l'avenir en dépit d'évènements déstabilisants, de conditions de vie difficiles, de traumatismes sévères. Par ailleurs, il est dénombré plusieurs facteurs susceptibles d'être corrélés à la résilience. Si d'aucuns sont individuels (ex. sociabilité, popularité, altruisme, empathie), d'autres sont familiaux (ex. discipline éducative, interactions chaleureuses et positives, spiritualité) ou encore sociaux et/ou communautaires (la communauté religieuse ou idéologique, la société et la culture...etc).

C'est ainsi que deux types de résilience à la violence ont été identifiés, qualifiée respectivement de primaire et secondaire :

- La résilience primaire renvoie aux jeunes qui n'ont jamais sombré dans la violence, même s'ils y ont été confrontés et ;
- La résilience secondaire aux jeunes qui ont eu des expériences de violence et dont les trajectoires ont un moment intégré des situations de violence mais qui s'en sont sortis.

Cette étude s'inscrit aussi dans deux perspectives théoriques. La première est celle des « villes globales » (global cities) développée dans les travaux de Van Laue (1969), de Friedmann (1986) et de Sassen (1999). A l'origine, cette perspective ne s'est pas intéressée aux villes du Tiers monde ; c'est par la suite que des auteurs comme Gayer vont procéder à son aggiornamento en portant une attention particulière aux mutations sociales dont ces villes globales sont porteuses en rapport avec la mondialisation. En prenant l'exemple de la ville de Karachi au Pakistan, Gayer (2004) montre que l'échec de la politique de développement local (échec des plans d'aménagement local) constituera un terreau pour le développement des milices religieuses, du trafic de la drogue et des armes ; ce qui va se transformer en un maelstrom de violence urbaine avec une

dérive ethniciste. La seconde perspective théorique est celle de l'approche fractale (Frankhauser, 1997) et de la fragmentation (Navez-Bouchanine, 2005). Ce cadrage théorique opère un changement de paradigme essentiel qui a fait passer la ville de l'approche duale à celle de la fragmentation.

Le cadrage théorique à l'interface de l'approche fractale et celle de la fragmentation s'avère pertinent pour les raisons suivantes. D'abord, du point de vue descriptif de l'approche fractale, il s'agit de montrer comment des lignes de fracture délimitent au sein des espaces urbains et péri urbains des zones de niveaux (degrés) et de types (morphologies) de violence et d'insécurité variables et différents. Ces lignes de fractures isolent donc des espaces fragmentés dans lesquels on cherche à caractériser :

- le degré de violence et d'insécurité qui y a cours ;
- les types de violence et d'insécurité observés au sein de cet espace ;
- les acteurs impliqués dans la production de la violence et de l'insécurité mais aussi ceux qui contribuent à contenir et à lutter contre la violence et l'insécurité,
- les acteurs résilients et les mécanismes de résilience mis en œuvre et fonctionnels au sein des

espaces caractérisés par la violence et l'insécurité ;

- les trajectoires renseignant les processus de pacification : évolution des acteurs et de leurs espaces d'évolution (quartiers, rues et autres espaces collectifs) de la violence et de l'insécurité vers la non-violence et la sécurité.

Ensuite, dans une perspective analytique, il s'agit de voir comment les lignes de fractures au sein des espaces produisent ou contiennent la violence et l'insécurité. A ce niveau, on s'attachera à déterminer les facteurs démographiques, socio-économiques, politiques et géographiques.

En effet, il existe en sociologie deux (2) conceptions de la violence, selon Consuelo Corradi (2009). Une conception instrumentale de la violence léguée par les auteurs classiques, selon laquelle la violence est le moyen à travers lequel on peut atteindre des objectifs déterminés. A côté de celle-ci, nous avons une autre conception de la violence qualifiée de moderniste, selon laquelle la violence est une force sociale chargée de signification et douée d'une capacité structurante de la réalité. L'approche fractale ainsi que celle de la fragmentation (deux approches connexes et complémentaires décrites plus haut) s'inscrivent dans cette seconde conception de la violence.

De ce point de vue, Khosrokhavar Farhad (2000) analyse la violence dans les quartiers difficiles comme s'inscrivant dans un contexte particulier marqué par un enclavement spatial, une stigmatisation liée à l'origine des jeunes et une situation d'exclusion économique et sociale. Le mélange de ces facteurs produit des formes de violence qui se déclinent selon des lignes de fractures multiples et complexes. Dans la même veine, des auteurs comme Joe Finder et Stanislas Tomkiewicz (2010) considèrent que « la violence des jeunes dans un quartier n'est pas chaque fois un phénomène pathologique. Savoir admettre un certain degré, une certaine forme de violence (par exemple verbale) peut constituer une prévention secondaire qui en évite l'aggravation. La violence peut aussi constituer un moyen de communication et elle se produit surtout chez les jeunes privés d'autres moyens de communiquer leurs sentiments, leur malaise. » Ainsi, suivant la logique de l'approche fractale, Finder et Tomkiewicz identifient quatre (4) causes et facteurs de risque de la violence des jeunes ; et travailler sur de tels facteurs – à travers un dialogue avec des gens affectivement significatifs ou psychologiquement compétents – permettrait d'exercer une action préventive efficace et/ou d'implémenter et de renforcer la résilience transgénérationnelle face à la violence.

Premièrement, il s'agit de l'urbanisme et la démographie : quand les plus démunis

vivent et ressentent l'espace comme étant triste et manquant d'un tissu urbain polymorphe et structuré. Ainsi, aux États-Unis, la violence a lieu dans les centres de grandes villes négligés et abandonnés tant par les pouvoirs publics (insalubrité), que par les habitants. En France, la violence se cantonne surtout dans les banlieues, les grands ensembles qu'on a pu comparer à des bidonvilles en dur. Ces lignes de fractures révèlent, en effet, que la démographie secrète elle-même des ghettos, sorte de cités-dortoirs, pouvant muter en facteur de violence. A ce niveau, se profile aussi la pyramide d'âges : la classe des jeunes tient une place numériquement trop importante, (c'est l'une des raisons pour laquelle les villes du tiers monde secrètent la violence). Ces problèmes démographiques sont **« corollaires d'une disparition de convivialité, voire d'une rupture entre les générations »**. Bien des parents travaillent très loin de leur domicile, restent donc éloignés de leurs enfants toute la journée. Quant aux adultes au chômage, ils sont le plus souvent démoralisés, peu aptes à donner aux jeunes une image attrayante du monde. L'organisation des appartements, même s'ils ne sont pas surpeuplés dans le sens ancien du terme, est telle qu'un enfant et un jeune n'y trouvent pas leur place. Les adolescents n'ont pas le droit de s'inviter les uns chez les autres et se retrouvent tout naturellement entre eux dans les rues du

quartier. L'inadéquation entre l'enseignement et les besoins réels des jeunes favorisent l'absentéisme scolaire. Ainsi les jeunes des quartiers sensibles restent livrés à eux-mêmes. Les maisons des jeunes, où l'animation est organisée à titre préventif pour lutter contre l'émergence des violences, rejettent trop souvent les jeunes qui en auraient le plus grand besoin et se contentent plutôt d'apporter leur aide à d'autres jeunes, connaissant d'autres modes d'expression que la violence.

Deuxièmement, nous avons les facteurs économiques : La discordance entre le discours social (largement et régulièrement véhiculé par les différents médias), rempli de tentations, qui fait croire que tout est possible pour tout le monde (voyages à l'étranger, machines électroniques, voitures, etc.) et les possibilités réelles des jeunes de banlieues leur inspire des frustrations insurmontables. Ce qui peut les rendre réfractaires à toute velléité de résilience face à la violence. Toutefois, pour Finder et Tomkiewicz, il existe des facteurs spécifiques à certains sous-groupes de jeunes qui, pour des raisons complexes (par exemple parents transplantés, nomades, immigrés, plus pauvres encore que les autres), se trouvent d'emblée désignés comme pouvant ou voulant être violents : dès leur plus jeune âge, les gestes les plus innocents de tels enfants seront traduits par

le voisinage, les commerçants, les différents gardiens en terme de signes d'alerte d'une violence future. Ces enfants, considérés très tôt comme mauvaise graine par les populations plus respectables des lieux, auront tendance à former des bandes où ils pourront trouver l'importance qu'on leur refuse ailleurs. Ces petites bandes, rejetées, marginalisées deviennent ensuite facilement le terreau des violences.

Troisièmement, nous avons les facteurs occasionnels qui sont souvent imprévisibles. La violence dans les quartiers obéirait aux lois de la chronobiologie. Ceci explique sans doute que le taux de violence soit plus élevé la nuit que durant la journée. Les auteurs reconnaissent néanmoins que la violence sévit de plus en plus en plein jour et, avant tout, « lors des étés particulièrement chauds et étouffants ». Ils évoquent également d'autres facteurs occasionnels tels que les fêtes, les facteurs politiques, etc.

Quatrièmement, il s'agit des facteurs psychologiques permanents. « Il est rare de voir participer à des actions violentes un adolescent vivant dans un milieu familial harmonieux où les conflits naturels et inévitables se règlent par la parole qui circule aisément. Là où les adultes offrent un exemple d'une vie équilibrée et tendent à apaiser à la fois les angoisses naturelles et les excès de vivacité des adolescents. À l'opposé, la violence des jeunes dans le

quartier reflète volontiers, la violence qui règne dans le milieu familial. »

De telles lignes de fractures – à la fois démographiques, économiques, sociales et surtout liées à la géographie urbaine – sont observables et observées dans le contexte africain en général, et sénégalais en particulier. Notre étude se propose, dans les lignes qui vont suivre, de documenter et d'analyser ces lignes de fractures porteuses de violences afin de dégager des opportunités d'actions pour renforcer la résilience chez les jeunes.

Sur la base de ce cadre théorique, la recherche identifiera les mécanismes et facteurs individuels et collectifs de résilience existants qui sont/pourraient être utilisés pour prévenir la violence.

Dans cette étude, nous combinerons différentes approches pour traiter de la violence, parmi lesquelles l'approche empirique, l'approche de type fonctionnaliste, l'approche systémique et l'approche de type microsociologique qui s'intéresse à l'étude de la violence considérée dans un champ de relation déterminé.

I.4 Méthodologie

L'approche méthodologique de la recherche est de type mixte, aussi dans cet article, les données analysées sont de type quantitatif et qualitatif. Les enquêtes ont été menées

auprès de 1009 enquêtés, âgés de 18 à 65 ans issus de ménages se trouvant dans 68 districts de recensement du Sénégal, à Dakar et dans les autres régions. Le mode de collecte des données était l'interview directe avec des tablettes. Les données collectées ont été apurées à l'aide du logiciel SPSS et tabulées selon un plan de rapport d'analyse défini.

Les mesures de l'étude ont évalué diverses formes d'exposition à la violence, les formes de violence, les informations sur la famille et le ménage, les influences des adultes et des pairs, les attitudes violentes, les comportements violents et les victimes de violence.

Les statistiques descriptives ont été examinées dans des analyses préliminaires. Les différences sur les mesures entre les catégories d'âge et les types de quartier ont été examinées avec des analyses bi variées. Des variables latentes ont été créées pour témoigner de la violence, de la victimisation, des conflits familiaux, du comportement violent des amis, des attitudes violentes et du comportement violent. Les méthodes multivariées utilisées ont permis de tenir compte de la distribution selon la catégorie d'âge et le type de quartier. Les types de quartier définis sont : « Centre-Ville », « Quartier Populaire » et « Quartier Résidentiel ».

Tableau 1: Structure de l'échantillon

Ville	Nombre de DR tirés	Quartiers tirés
Dakar et Banlieue	36	Grand, Thiaroye, Guediawaye, Guinaw Rail, Yeumbeul, Keur Massar, Yoff, Tonghor, Fass, Rebeuss
Thiès	10	Medina Fall, Bagdad, Cite Lamy
Kaolack	5	Abattoir, Nangane, Kasnack
Mbour	5	Toute la ville
Mbacké	4	Toute la ville
Saint Louis	4	Pikine, Guet Ndar, darou
Dahra	2	Toute la ville
Bignona	2	Toute la ville
Total	68	

Dans une logique d'approche intergénérationnelle, l'article retient la décomposition de l'âge en trois classes, les jeunes âgées entre 15 et 35 ans, les adultes âgée de 36 à 59 ans et le troisième âge qui est constitué par toutes les personnes ayant 60 ans ou plus. Ce choix est motivé par la définition précédemment citée de la Charte de la jeunesse de l'Union africaine. Pour répondre aux objectifs de l'étude, nous identifierons et présenterons des indicateurs susceptibles d'éclairer successivement la perception et le vécu de la violence avant

d'analyser dans un second temps les mécanismes de résilience.

II . La violence : perceptions, vécus

Cette première partie analyse les perceptions des populations sur les facteurs de violence et la violence vécue en tant que victime ou auteur.

II.1 Perceptions de la violence

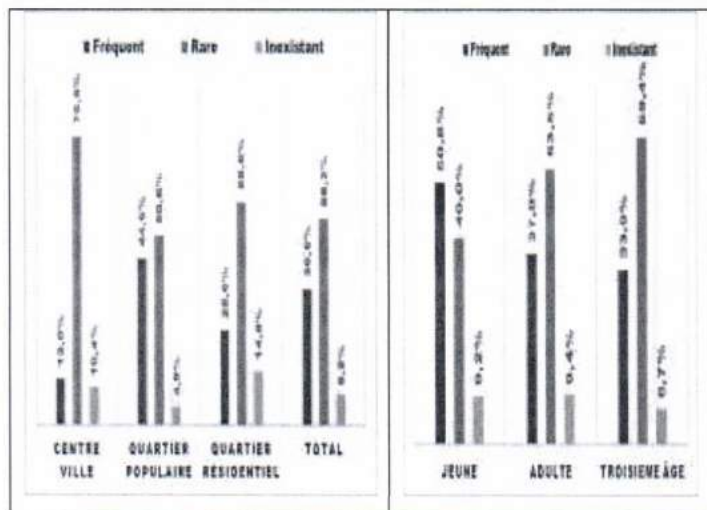
Cette section s'intéresse au profil des victimes et des acteurs de violence. Elle procède par une mise en évidence de la fréquence des actes de violence au sein de population enquêtée, de la caractérisation des victimes et des auteurs sur la base des variables observées.

- Perceptions sur la fréquence des actes de violence

La population enquêtée soutient le plus souvent que la violence est rare. Toutefois, il existe une relation entre la génération et la perception de la violence. Les personnes du troisième âge ont une perception plus positive sur l'évolution de la violence au sein de leur communauté. Elles pensent moins que la violence est fréquente. Alors que les jeunes constituent la catégorie qui pense le plus que la violence est fréquente (un jeune sur deux déclare que la violence est chose fréquente au sein de sa communauté), les adultes ont une perception relativement plus nuancée que

ces derniers sur la fréquence de la violence (37,0% des adultes confirment la fréquence des actes de violence).

Les perceptions sur la violence, qu'elles concernent les causes, les auteurs ou la fréquence, restent liées à l'organisation sociale et aux influences. Concernant l'évolution de la violence, la perception demeure faiblement différenciée selon la génération bien que la perception soit plus négative chez les jeunes. Il s'agit là d'un élément intéressant dans la mesure où les jeunes perçoivent le plus leur société comme violente. Cette perception peut être le signe d'une frustration sociale et psychologique, mais aussi pourrait être lié à leur vécu.



Source : enquête CERADD 2018

Au-delà de l'aspect intergénérationnel, la perception de la violence au niveau des enquêtés pourrait être lié à la zone de résidence. La lecture du second graphique montre que la perception reste assez différenciée selon le type de quartier de résidence. En effet la perception est plus

négative chez les habitants des quartiers populaires (plus de quatre enquêtés sur 10 déclarent que la violence est un phénomène plutôt fréquent). En revanche, elle est relativement positive chez les enquêtés des centres villes (au plus 13% des enquêtés de cette localité approuvent le caractère fréquent contre au moins 77% qui affirment que la violence se fait rare au sein de leur communauté).

- Perceptions sur les causes de la violence chez les jeunes

L'analyse de la perception de la violence se focalise sur ses causes. Celles sont principalement de deux ordres : socioéconomique et psychologique.

Figure 1: Perceptions sur les causes de la violence des jeunes



Source : enquête CERADD 2018

Les causes d'ordre socioéconomiques sont celles qui sont majoritairement évoquées par les populations. En effet, sur le plan économique, le manque de revenu (67%) et l'absence de travail (65%) sont perçus comme les sources principales de violence. Sur le plan social, la négligence (60%) ou la démission des parents est la plus perçue

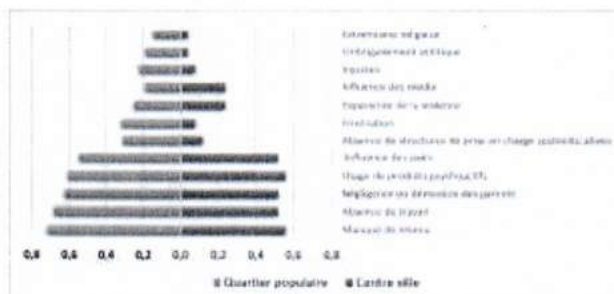
comme cause de la violence. Les indicateurs économiques et communautaires sont évoqués comme les principales causes de la violence des jeunes. Il convient de souligner que la difficulté de la situation économique est plus perçue comme génératrice de violence que les aspects sociaux. Mais ces deux aspects ne s'écartent pas mutuellement et d'ailleurs ils sont fortement liés. Hormis ces deux facteurs, sources de violence chez les jeunes, les facteurs psychologiques comme l'usage de produits psychoactifs (57%) et la fréquentation de pairs (51%) sont considérés par plus de la moitié de population comme sources de violence des jeunes. Les aspects institutionnels et technologiques sont faiblement évoqués par les populations comme étant des causes de la violence des jeunes. En effet, des indicateurs comme la frustration sont plus faiblement perçus comme étant à la source de la violence des jeunes. Il en est de même pour ce qui concerne l'extrémisme religieux qui vient en dernière position.

La perception des populations sur les facteurs de la violence des jeunes laisse penser que les politiques d'emploi et d'assistance sociale sont quasi-inexistantes, alors que des mécanismes dont la mission est la création d'emploi et d'assistance

sociale ont été mis en œuvre. L'ANPEJ³ et le programme des bourses de sécurité familiale en sont des exemples proches. Cependant, il faut s'interroger sur l'efficacité de tels mécanismes.

○ Perception des causes de la violence selon le type de quartier de résidence.

Une lecture de la perception des enquêtés sur les causes possibles de la violence montre que globalement au niveau quartier, les causes clés énumérées précédemment (sur tout l'échantillon) sont également les plus citées. Néanmoins les écarts sur les avis des enquêtés se font noter sur les indicateurs qui ont été faiblement perçus comme éléments déclencheurs de la violence chez les jeunes. Parmi ces derniers, on peut citer la frustration et l'absence de structure de prise en charge socioéducatives qui sont beaucoup moins perçus comme de causes par les enquêtés des centres villes que leurs homologues des autres types de quartier.



En outre, l'on note également que les enquêtés des centres villes accordent un poids légèrement plus faible aux facteurs économiques et sociaux qui ont été les plus cités (absence de travail, manque de revenu, démission des parents), comparés à leurs homologues résidant dans les autres types de quartier.



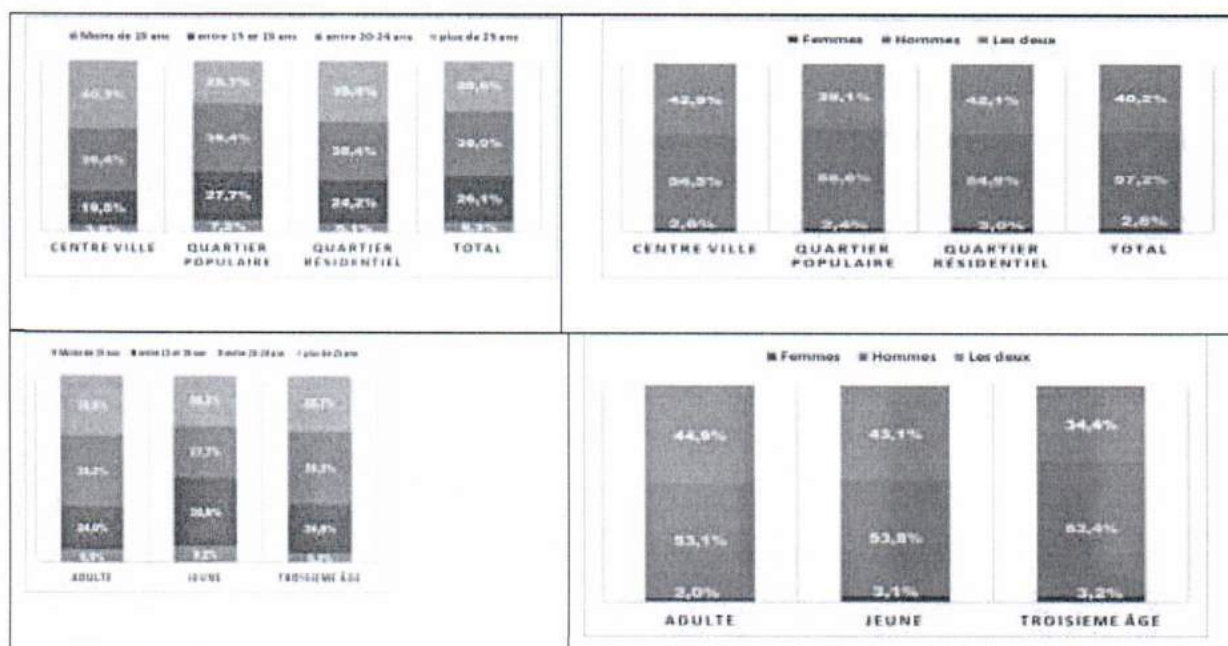
Source : enquête CERADD 2018

Figure 2: Perception sur les acteurs de la violence suivant la catégorie d'âge et de genre (%). Source : enquête CERADD 2018

• Perceptions sur le profil des auteurs de violence

Les populations pensent majoritairement que les jeunes et les hommes sont les auteurs de violence. Selon 57,2% d'entre eux, les hommes sont les auteurs de violence contre juste 2,6% pour les femmes. Il est intéressant d'observer que 40,2% des personnes interrogées pensent que l'auteur de la violence ne dépend pas du genre (les femmes sont autant violentes que les hommes). La perception des populations

³ Agence nationale pour la promotion de l'emploi des jeunes.

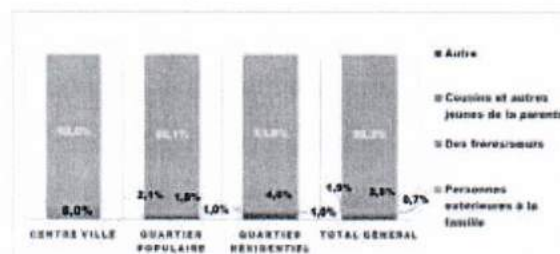


s'agissant du genre des auteurs est quasiment la même, tous types de quartiers confondus. Le même constat est fait au niveau intergénérationnel, néanmoins les personnes du troisième âge confortent davantage l'idée que ce sont les hommes qui sont auteurs de la violence (62,4%).

Concernant l'âge, 70% de la population pensent que les auteurs de violence ont moins de 25 ans. Cette opinion est très partagée par les populations des quartiers populaires (74,3%) à l'opposé de ceux des centres villes (59,8%). Cette perception sur la relation entre la catégorie des jeunes et la violence reflète une représentation sociale de cette population dans la société sénégalaise.

S'agissant toujours des auteurs présumés des violences, les populations considèrent dans une large majorité (95,3%) que ces derniers sont des personnes extérieures à la famille. Cet état de fait reste valable quel

que soit le type de quartier d'appartenance. Néanmoins, il convient de signaler qu'au niveau des centres villes, sur 100 enquêtés, huit (8) pensent que ces auteurs sont issus du cercle familial, en l'occurrence des frères/sœurs.



Source : enquête CERADD 2018

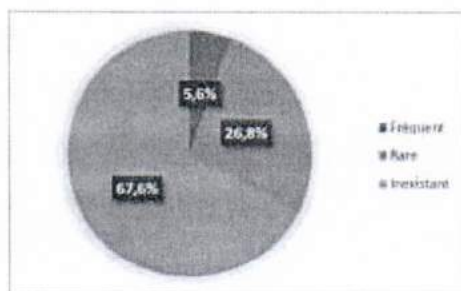
Tout ce jugement sur les facteurs, les auteurs et l'évolution de la violence ne peut être séparée du vécu des populations de la violence.

II.2 La violence vécue

Les perceptions découlent de constructions sociales. L'intérêt n'est pas de vérifier si effectivement les facteurs évoqués sont vrais ou faux mais plutôt de comprendre

comment les acteurs représentent la réalité sociale. Cette approche fortement liée au constructivisme permet de comprendre la construction du sentiment d'insécurité. Ce dernier constitue un élément fondamental dans la théorie de la vitre brisée en criminologie selon laquelle, ce n'est pas le fait criminel qui reproduit la criminalité mais plutôt les aspects connexes. Les politiques de sécurité, en partant des aspects connexes comme le renforcement de la présence des forces de sécurité, réduisent le sentiment d'insécurité que le taux lui-même ait accru ou non. La violence vécue est abordée ici, d'abord au sein du ménage, en fonction des typologies et des statuts (auteurs, victimes) et selon la génération.

Figure 3 : Fréquence de la violence au sein des ménages (%)



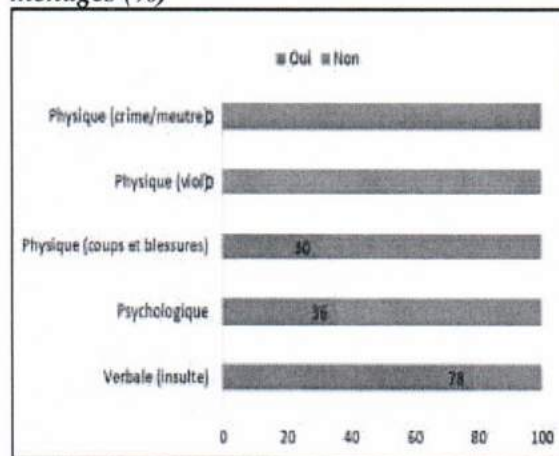
Source : enquête CERADD 2018

La population affirme généralement que les actes de violence sont inexistant au sein de leur ménage. Cette donnée est surprenante dans la mesure où les ménages constituent des espaces de production de violence, notamment pour ce qui concerne les violences de genre. Toutefois, il existe un

biais de réserve concernant des violences de ce type même si 27% affirment l'existence de violence rare au sein de leur ménage alors que d'autres (6%) considèrent que les violences sont fréquentes. Il convient de souligner que ces taux jugés relativement faibles dans l'ensemble, relativement à la non existence de violence, reflètent une violence vécue bien présente au niveau agrégé. Ils montrent qu'il existe trois ménages sur dix où l'une ou les autres formes de violence sont bien présentes.

• Types de violence vécue par les ménages

Figure 4: Types de violence vécue par les ménages (%)



Source : enquête CERADD 2018

Le type de violence principalement subi au sein des ménages est d'ordre verbal, sous forme d'insultes. Les insultes jouent un rôle de stabilité sociale et de socialisation dans certaines communautés sénégalaises, entre certaines catégories. La théâtralisation de la violence dans les rapports sociaux avec des mécanismes comme le cousinage à

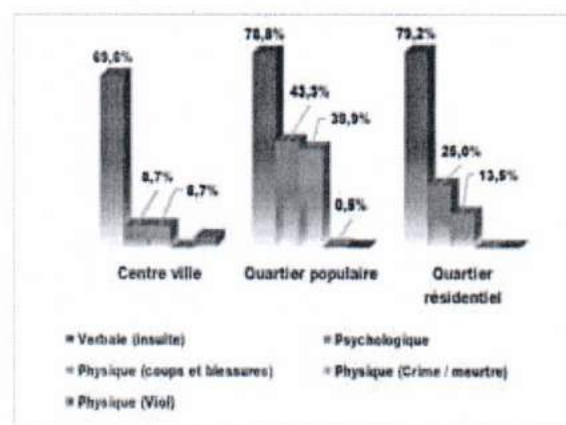
plaisanterie et les relations familiales participent effectivement à la violence de la parole lorsqu'elle sort de ce cadre. C'est le cas des insultes notamment lorsque dans l'espace familial, elle est proscrite entre certaines structures parentales comme les parents et les enfants mais prescrites dans d'autres comme les cousins germains ou utérins. Les évolutions dans la famille participent à déstructurer ces rapports symboliques, notamment en milieu urbain où se sont déroulées principalement les enquêtes.

Cela constitue un premier indicateur sur les changements intervenant auprès des jeunes, en termes d'appartenance sociale ou communautaire. Ensuite, les violences psychologiques viennent en deuxième lieu. Dans un contexte où les symboliques évoluent, le rapport à soi change. Par conséquent, le rapport à l'autre. De ce fait, la symbolique économique qui est considérée comme l'une des premières causes de la violence des jeunes est au centre des relations familiales où les jeunes, sans emploi, subissent une violence symbolique d'une société qui est en déphasage avec leur conception. Par ailleurs, on relève la survivance du modèle communautaire empreint d'une violence à cheval entre les nouvelles individualités et les pratiques communautaires. Celles-ci sont au centre de conflits latents entre les acteurs principaux

de l'espace familial, dans un contexte où le leadership féminin s'affirme par le pouvoir économique et un capital culturel entretenu entre deux générations aux représentations différenciées.

Enfin, les violences de type physique sous forme de coups et blessures (30%) sont presque au même niveau que les violences psychologiques (35,5%). Ces taux sont intéressants et préservent la logique d'un lien de plus en plus fort entre la perception et les comportements au sein des relations familiales.

Le niveau de connaissance de violence physique comme le viol et le meurtre au sein de l'espace familial est faible, dans la mesure où les pourcentages sont nuls.

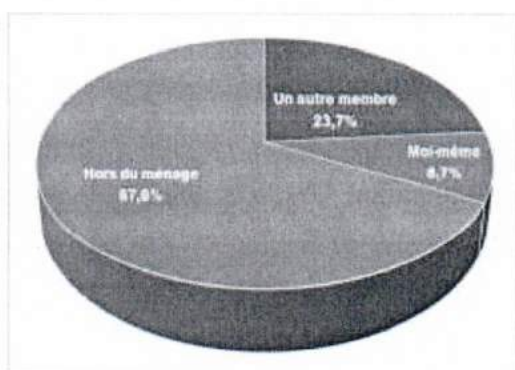


La violence verbale est celle la plus subie au sein des ménages et ce, quel que soit le type de quartier de résidence de l'enquêté. Par ailleurs, comparativement à la moyenne globale, les enquêtés des quartiers populaires sont les plus nombreux à dénoncer les formes de violence existant au

sein de leur ménage d'appartenance, du moins s'agissant des violences psychologiques et physiques (coups et blessures). En effet, quatre individus sur 10 ont dénoncé la tenue d'une violence soit physique ou psychologique au sein du ménage.

○ Profil des victimes en question

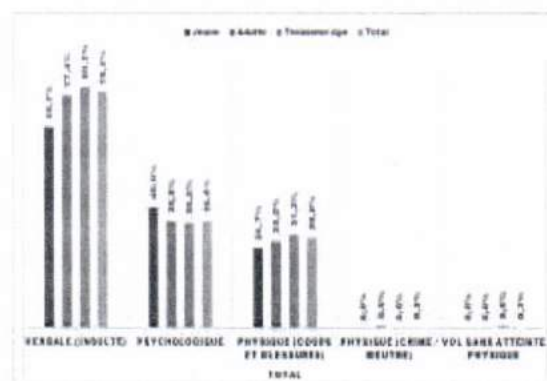
Cette analyse se rapporte aux individus qui ont déclaré l'existence d'une forme de violence au sein de leur cercle familial. Ces personnes représentent 32,4% de la population enquêtée ; ce qui veut dire que sur 10 enquêtés trois (3) ont dans leur ménage au moins un membre qui a été victime d'au moins une forme de violence. Les répondants qui sont eux-mêmes des victimes représentent 8,7% de l'échantillon total.



Source : enquête CERADD 2018

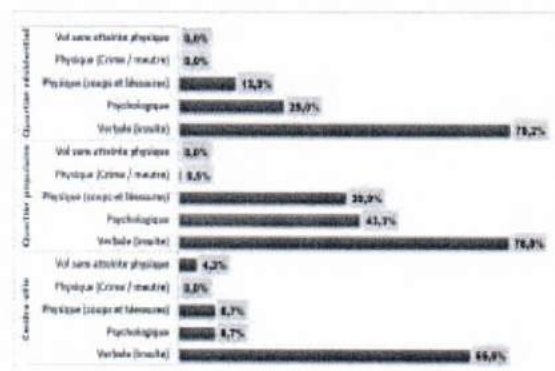
Parmi ces déclarants, l'on remarque que 78,3%, 35,6% et 30,0% ont été respectivement victimes de violence verbale, de violence psychologique et de violence physique. Sur le plan

intergénérationnel, il apparaît qu'aucune génération ne semble être épargnée par ces formes de violence, car l'on n'observe pas de grande différence au niveau des proportions présentées dans le tableau ci-après.



Source : enquête CERADD 2018

Entre les différents types de quartier, le comportement des déclarants laisse apparaître un schéma identique. Néanmoins, il convient de souligner que les quartiers populaires présentent une plus forte diversification des formes de violence, en ce sens que les victimes de violence physique (coups et blessures), psychologique et verbale constituent au moins 39,9% des victimes.

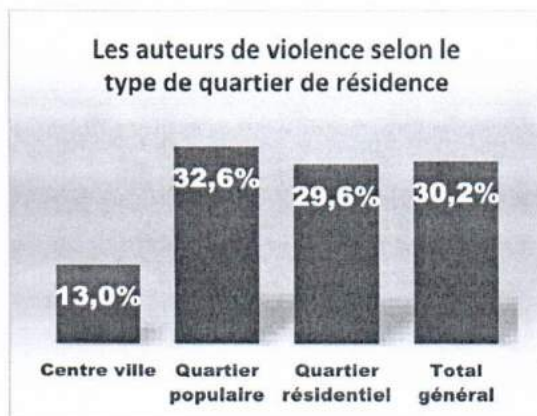


II.3. Auteurs de violence

Cette partie s'intéresse aux personnes qui ont été auteurs d'actes de violences selon la typologie précédemment décrite.

○ Auteurs de violences selon le type de quartier de résidence

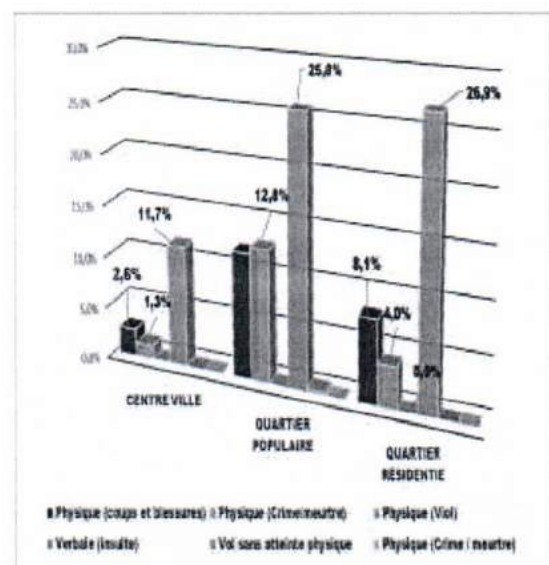
Il ressort des données que sur 100 enquêtés, 30 ont déclaré avoir commis des actes de violence. Aussi apparaît-il que les centres-villes regorgent moins d'« individus violents » ; en effet, un enquêté sur 10 est acteur de violence contre 32,6% des enquêtés habitants dans les quartiers populaires et 29,6% pour ceux des quartiers résidentiels.



Source : enquête CERADD 2018

Une lecture plus désagrégée du graphique précédent est faite à ce niveau. Il en ressort que quel que soit le type de quartier de résidence des enquêtés, la violence verbale est celle qu'ils pratiquent le plus. Aussi remarque-t-on que la propension à la violence des enquêtés décroît selon le

niveau de gravité de celle-ci (en considérant qu'au Sénégal, la violence verbale est tenue souvent pour beaucoup moins grave que celle dite physique (coups et blessures, crime/meurtre)). Les enquêtés des quartiers populaires se distinguent en considération de leur taux de participation (relativement élevé 12,8%) aux violences physiques (crime/meurtre).



Source : enquête CERADD 2018

○ Auteurs de violence selon la formule adoptée

La violence verbale, la plus répandue au sein des enquêtés, apparaît ici au niveau individuel comme la principale forme de violence exercée. Une (1) personne sur 4 a déjà été auteur de cette forme de violence. On note que la violence physique. (coups et blessures) et verbale et psychologique sont moins fréquents (1 personne sur 10), alors que ceux physique (viol, crime/meurtre) et vol sans atteinte physique sont presque

inexistants. Par ailleurs, les trois crimes cités en dernier seraient fréquents mais les enquêtés pour éviter d'être jugés de par leurs antécédents sont généralement tentés de les taire. ...

Figure: Typologie de la violence

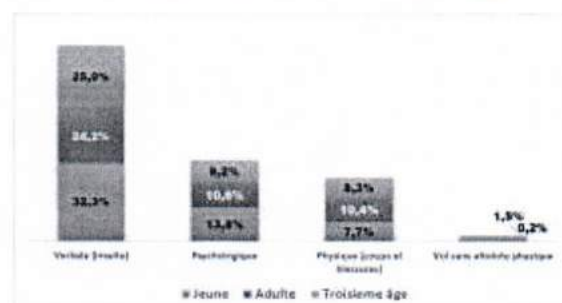


Source : enquête CERADD 2018

○ Auteurs de violence selon l'âge

Après avoir présenté les indicateurs sur les auteurs des violences suivant les différentes formes, il est intéressant d'analyser l'effet de l'âge afin de prendre en compte l'approche intergénérationnelle.

Figure 5 : Auteurs de violence selon l'âge



Source : enquête CERADD 2018

Les jeunes sont les principaux auteurs de la violence. Ce résultat a été déjà perçu par toute la population. En effet, quel que soit le type de violence à l'exception de celle physique (coups et blessures), ils en sont les

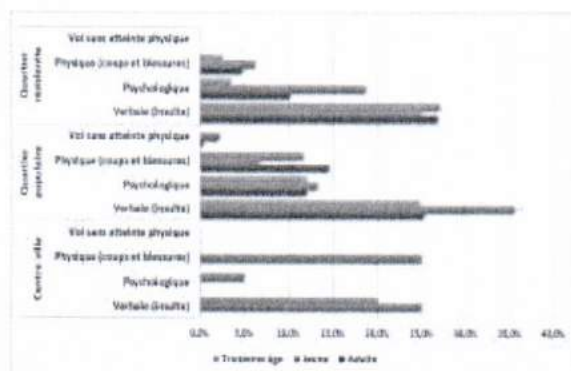
principaux auteurs. 32,3% d'entre eux ont commis un acte de violence verbale, 13,8% une violence psychologique. Cependant la violence physique (coups et blessures) a été en partage avec les adultes et les personnes du troisième âge (8,3%). Ce taux est légèrement plus faible chez les jeunes. Le taux est de 24,2% pour les adultes et de 25% pour les personnes du troisième âge pour ce qui est de la violence verbale. Les autres types de violences sont inexistants chez les personnes du troisième âge. Ces derniers exercent principalement des violences verbales. Ce qui faisait partie de leur fonction sociale notamment dans leur relation avec leurs petits-enfants. La violence psychologique est bien présente avec un taux de 10,6% chez les adultes même si elles n'ont pas une ampleur assez significative. Ces chiffres traduisent l'évolution de la violence avec l'âge de l'individu en fonction du niveau de maturité de celui-ci, de sa fréquentation, de sa situation économique... etc.

Une perspective plus désagrégée révèle que le comportement des auteurs de violence des centres villes se distingue de manière plutôt significative de leurs homologues d'autres quartiers.

Elle révèle qu'au niveau des centres villes, les jeunes et les personnes du troisième âge sont les seuls acteurs de la violence. Par ailleurs, la dernière catégorie citée celle des

personnes âgées se distingue de leurs homologues des autres types de quartier en lien avec la violence physique (coups et blessures) ; ils déclarent ne pas en être auteur.

La violence verbale qui est la plus répandue chez les enquêtés est en partage pour tous les types de quartier comme on aurait pu s'y attendre ; néanmoins elle est plus notable chez les jeunes des quartiers populaires (plus de 35%)



III. Les Mécanismes de résilience

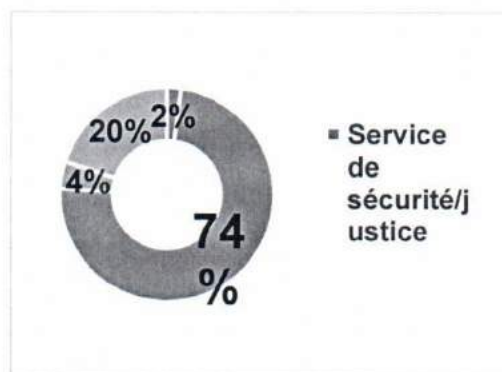
Les mécanismes de résilience concernent les activités et les raisons qui expliquent le fait que la personne ne soit pas violente ou qu'elle puisse arrêter d'être violente. Ils sont analysés dans une perspective communautaire (ménage, association, politique) individuel (prise de conscience, leadership, choix personnel), institutionnelle (prison) et économique.

La question posée est la suivante : 'En général, quel est le mécanisme le plus

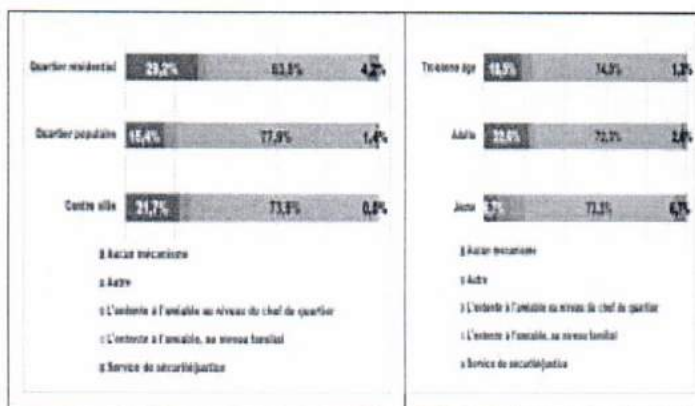
utilisé pour régler ou contenir la violence dans votre ménage ?'

Il en ressort que les ménages disposent très majoritairement de ressources internes pour résoudre les conflits. Il s'agit de la conciliation (masla) et de la réconciliation (joubolé)⁴. Ces deux mécanismes sont très présents dans les ménages urbains. La domination masculine se fait ressentir dans la négociation en rapports aux statuts au sein de l'espace familial. La scolarisation et les ruptures culturelles reconstruisent les relations familiales certes, mais autour de consensus dans la décision.

Le contrôle communautaire se réduit aussi sur les acteurs dans l'espace urbain. De ce fait, l'espace familial se constitue de plus en plus comme l'unique espace de contrôle sur l'individu. Les mécanismes au niveau du quartier sont plus faibles. Toutefois comme le montre l'acceptabilité de la violence au sein du ménage, ces mécanismes de résilience recouvrent aussi des disparités.



⁴ Concepts wolof, langue nationale la plus parlée au Sénégal, transcrits littéralement.



Source : enquête CERADD 2018

Une analyse au niveau type de quartier⁵ montre que le mécanisme d'entente à l'amiable, au niveau familial est le plus utilisé pour contenir la violence dans le ménage tous types de quartiers confondus et toutes générations confondues. Malgré cet état de fait, il reste important de souligner que dans les quartiers résidentiels, trois enquêtés sur dix dénoncent l'absence de recours à un mécanisme dans la résolution de ce type de problème. Aussi fait-t-on le même constat pour les répondants adultes (22,6%) et ceux du troisième âge (18,5%) qui contrairement aux jeunes (6,7%) dénoncent relativement plus l'absence de mécanismes régulateurs.

Quel a été le point tournant (le déclic) de votre décision de sortir de la violence ?



Pour ce qui concerne la résilience secondaire à savoir la capacité de sortir du cycle de violence, les aspects individuels priment largement. En effet 65% affirment que la prise de conscience individuelle a constitué le facteur essentiel dans leur décision. Cela diffère de la perception des populations largement liée aux aspects économiques et communautaires. De même, les cadres institutionnels comme la prison occupent un taux faible. Il ressort de larges différences entre la perception sur l'influence des pairs quant à la violence et son influence sur la sortie.

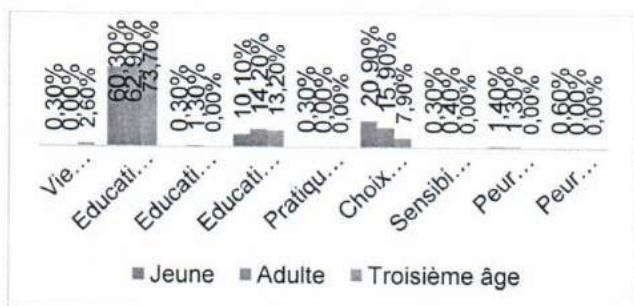
Pourquoi n'avez-vous jamais basculé dans ces actes de violence ?

Quant à la résilience primaire, elle est majoritairement communautaire avec notamment la famille. La famille qui

⁵ Les effectifs étant assez réduits lorsque l'analyse est faite par génération ou par quartier, il convient donc de lire les résultats sous-jacents

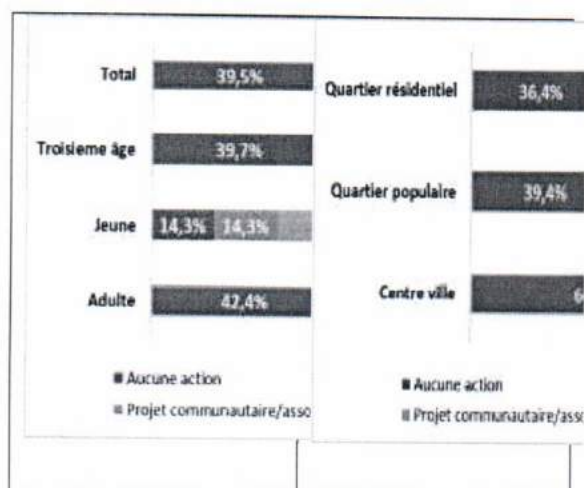
avec prudence. Cette remarque reste valable pour toutes les analyses qui suivent.

constituait une unité au sein d'une communauté est de plus en plus prégnante sur l'individu en milieu urbain. L'éducation religieuse constitue aussi un élément important à côté des aspects communautaires.



Au niveau des différentes générations, il ressort que les aspects communautaires faiblissent aussi. Ils constituent plus un facteur de résilience primaire pour les personnes du troisième âge (éducation familiale : 73,7%) et les adultes (Education religieuse : 14,2%) que sur les jeunes qui sont le moins influencés par ces deux catégories. Pourtant, lorsqu'il s'agit de facteurs psychologiques comme le choix personnel, ils sont le plus influencés (20,9% contre 7,9% pour les personnes du troisième âge). Ces différences, bien que minimes montrent des facteurs de changement à prendre en compte dans les politiques de sécurité destinées aux jeunes.

Quels types d'actions menez-vous pour endiguer la violence autour de vous ?



La majorité des enquêtés (52,7%) déclarent mener des actions de sensibilisation/éducation pour endiguer la violence autour d'eux. Par ailleurs quatre enquêtés sur 10 déclarent n'entreprendre aucune action à cet effet, contre 6,7% qui affirment se mouvoir dans les projets communautaires/associatifs. Ces 39,5% qui font preuve de passivité devant la violence autour d'eux reflètent bien le comportement du sénégalais qui a souvent tendance à déclarer « tout laisser entre les mains de Dieu ». La passivité des adultes (42,4%) et des personnes du troisième âge (39,5%) devant la violence qui sévit autour d'eux est également un autre élément qui rejoint l'idée précédente ; en effet, les personnes de ces tranches d'âges sont relativement plus versées dans les idées religieuses (et sont plus enclins à tenir de tels discours) que les jeunes qui font montre d'un réel engagement dans la lutte contre la violence, (85,7% des jeunes déclarent participer activement dans la lutte contre la violence autour d'eux.

Le comportement des enquêtés des centres villes se distingue de leurs homologues des autres quartiers, en ce sens que plus de la moitié (66,7%) d'entre eux n'entendent mener aucune action pour lutter contre la violence qui sévit autour d'eux. Cela pourrait s'expliquer par l'ampleur du phénomène qui est relativement faible, comparativement aux autres types de quartiers. Les résultats ont tantôt montré que les enquêtés des centres villes ont un sentiment de sécurité relativement plus élevé que ceux des autres quartiers. Plus le phénomène se fait rare moins on entend mener une action pour le résorber.

IV. Conclusion

En définitive, cette étude a montré qu'au-delà des recherches classiques sur les facteurs d'insécurité, mettant généralement l'accent sur la violence protéiforme et les mécanismes institutionnels de prévention, une réflexion globale – adoptant une approche intergénérationnelle – sur les motivations profondes de ceux qui s'engagent dans la violence et la criminalité permet de saisir toute la complexité du phénomène et une compréhension plus exhaustive des enjeux sécuritaires, pour une société plus résiliente

En effet, plusieurs facteurs de risques ont été identifiés parmi lesquels :

- **L'âge** : l'étude a montré que les actes de violence commis et vécus sont liés à l'âge, les jeunes en sont les principaux auteurs. En effet, quel que soit le type, ils sont la modalité qui ressort le plus. Les personnes du troisième âge exercent principalement des violences verbales. Ce qui faisait partie de leur fonction sociale notamment dans leur relation avec leurs petits-enfants. Concernant l'évolution de la violence, la perception reste faiblement différenciée selon la génération bien que la perception soit plus négative chez les jeunes. Ce qui constitue un élément intéressant dans la mesure où les jeunes perçoivent le plus leur société comme violente. Ce qui manifeste une frustration sociale et psychologique d'une part, mais aussi peut être lié à leur vécu.

- **Le quartier de résidence** : l'étude a montré que le sentiment d'insécurité est relativement plus élevé au niveau des quartiers populaires. Cet état de fait l'oppose aux centres villes où les actes de violence présentent une fréquence plus faible. Les auteurs des violences sont majoritairement des membres externes aux ménages et sont pour la plupart des jeunes hommes. Cette idée est partagée par tous les enquêtés ; et ce, quel que soit leur quartier de résidence. Par ailleurs, les résultats ont montré que le fait de subir une forme de violence n'est pas lié à la génération. Car

jeunes, adultes comme vieux sont comptés parmi les victimes de violence. En termes de gravité des actes de violence, il est apparu que la violence verbale occupe une place prépondérante dans la société surtout dans les quartiers populaires.

- La précarité économique avec comme corollaire le passage d'une société collectiviste à une société individualiste :

Les causes d'ordre économiques et communautaires sont celles qui sont majoritairement évoquées par les populations. En effet, les indicateurs économiques et communautaires sont évoqués comme les principales causes de la violence des jeunes. En premier, il s'agit des indicateurs d'ordre économique comme le manque de revenu et l'absence de travail. Ensuite, les indicateurs communautaires comme la négligence et la démission des parents ainsi que l'influence des pairs suivent. Cependant, pour ce qui concerne la résilience secondaire à savoir la capacité de sortir du cycle de violence, les aspects individuels priment largement sur les autres. En effet 65% des enquêtés affirment que la prise de conscience individuelle a constitué le point tournant dans leur décision de sortir des circuits de la violence. Ce qui diffère de la perception des populations largement reliée aux aspects économiques et communautaires. De même, les cadres

institutionnels comme la prison occupent un taux faible.

Pour juguler les effets liés au passage d'une société collectiviste à une société individualiste, les politiques de prévention de la violence et de la criminalité gagneraient à renforcer la capacité de résilience des jeunes en intégrant la dimension psychologique (développement personnel) dans la formation et l'éducation. La grande majorité des populations (52,7%) reconnaît l'importance de l'éducation et de la sensibilisation pour endiguer la spirale de la violence. On pourrait par ailleurs utiliser l'industrie créative (réseaux sociaux) et culturelle (cinéma) pour promouvoir l'éducation à la paix et la sécurité.

Les réponses communautaires également ne devraient pas être négligées. Une approche préventive transversale (multisectorielle) de la sécurité permettrait de renforcer la capacité de résilience (au niveau communautaire comme au niveau intercommunautaire) des jeunes face à la violence. Pour renforcer la résilience primaire, l'étude a révélé que, pour toutes les générations confondues (jeunes 60,30%, adultes 62,90% et troisième âge 73,70%), l'éducation familiale est le facteur le plus décisif pour y arriver, loin devant la vie associative, l'éducation religieuse ou la peur de la privation de liberté. D'où la pertinence de privilégier une approche

transgénérationnelle dans les politiques de sécurité et de renforcement des capacités de résilience (à la fois au niveau communautaire et individuelle) face à la violence.

Bibliographie

1. A/CONF.226/5, Rapport régional de la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III) pour l'Afrique : innovations en matière de logement et de développement urbain durable en Afrique, janvier 2017., 52 p.
2. Anaut, M. (2003). La résilience, Surmonter les traumatismes, Saint-Germain-du-Puy, Nathan University. Poche 121 p.
3. Anaut, M. (2006) : « Résiliences familiales ou familles résilientes ? », *Reliance*, vol. 19, no 1, p. 14-17.
4. ASP/ESEA, « La délinquance au Sénégal et sa cartographie. Faits et chiffres d'une enquête de victimisation », MINT 2017, 36 p.
5. Bourdieu, P. (1980). « La jeunesse n'est qu'un mot ». In : Bourdieu P., question de sociologie, Paris, Ed. de minuit, pp. 143-154.
6. Caribbean human development report 2012; Chapter 2: Youth Violence: Reducing Risk and Enhancing Resilience.
7. Corradi C., « Violence, identité et pouvoir. Pour une sociologie de la violence dans le contexte de la modernité », *Socio-Logos. Revue de l'association française de sociologie*, n° 4, 2009, p. 1-11.
8. Cusson M. Doumbia N. Y. et Yebouet H. B.(Dir.) (2017) : Mille homicides en Afrique de l'Ouest Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Niger et Sénégal, Montréal, Les Presses Universitaires de Montréal, 352 p.
9. Décret n° 2013-1063 du 5 août 2013 portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de l'Agence d'assistance à la Sécurité de Proximité (ASP).
10. Delage, M. (2004). « Résilience dans la famille et tuteurs de résilience; qu'en fait le systémicien ? », *Thérapie familiale*, vol. 25, no 3, p. 339-347.
11. De Tychey, CL. : Surmonter l'adversité : Les fondements dynamiques de la résilience, in «Cahiers de psychologie clinique » 2001/1 (n° 16) pages 49 à 68
12. Finder J. et Tomkiewicz S., « Quelques réflexions sur la violence des jeunes dans les quartiers », *Journal du Droit des Jeunes*, 2010/3, n° 293, p. 41-45.
13. Frankhauser P., : L'approche fractale. Un nouvel outil de réflexion dans l'analyse spatiale des agglomérations urbaines, in *Population* 1997/4 (Vol. 52), pages 1005 à 1040.
14. Friedmann, J. (1986). "The world city hypothesis." *Development and Change* 17, 69-84.
15. Gayer, L. : « Karachi : Violences et globalisation dans une ville-monde », Dans *Raisons politiques* 2004/3 (no 15), pages 37 à 51.
16. Khosrokhavar F., « La violence et ses avatars dans les quartiers sensibles », *Déviance et société*, Vol. 24, N°4, 2000, (« Les désordres urbains : regards sociologiques »), pp. 425-440.
17. Naussbaum, M. C. : Capabilités. Comment créer les conditions d'un monde plus juste ?, Paris, Flammarion, coll. « Climats », 2012, 300 p.
18. Navez-Bouchanine, F. (dir.) La fragmentation en question : des villes entre fragmentation spatiale et fragmentation sociale ? 2002, Paris, L'Harmattan , 411p.
19. Niang, M. : Intervention, in « Femmes, gouvernance endogène et prévention des conflits en Afrique de l'Ouest », T2 documents de travail, CSAO/OCDE, Niamey, avril 2006.
20. Peralva A. , Violence urbaine, démocratie et changement culturel : l'expérience brésilienne (Partie 2). Dans *Cultures & Conflits* 1998/1-2 (n° 29-30).
21. Peralva A., L'incivilité, la révolte et le crime. Violences juvéniles dans la société

de risque. 1998, 432 p., téléchargé in www.hal-archives-ouvertes.fr.

22. Saskia S., *The Global City: New York, London, Tokyo*. 2nd ed., Princeton, Princeton University Press. 2001, Chapter Two.

23. Union africaine, Charte africaine de la jeunesse, préambule, p.2. https://www.un.org/fr/africa/osaa/pdf/au/african_youth_charter_2006f.pdf

24. Van der Linden Harry. 2012. "On the Violence of Systemic Violence: A Critique of Slavoj Žižek." *Radical Philosophy* Review 15:33–51. CrossRef | Google Scholar.

25. Von Laue Th., *The Global City. Freedom, Power and Necessity in the Age of World Revolutions*, Philadelphie, Lippincott, 1969. 302 p.

26. Wieland, A., & Wallenburg, C. M. The Influence of Relational Competencies on Supply Chain Resilience: A Relational View. *International Journal of Physical Distribution & Logistics Management*, 43(4), 2013, 300-320. <https://doi.org/10.1108/IJPDLM-08-2012-0243>.

27. Žižek, S. (2008). *Violence: Six Sideways Reflections*. London: Profile Books.